



CCI AIX MARSEILLE  
PROVENCE

## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

### Groupement de commandes

Fourniture d'accès à des contenus de presse numérique et  
réalisation de panorama de presse numérique

N° 26-M-S3W-001

### Règlement de consultation



#### Les dates clés de la consultation

**20/02/2026 – 12:00**

Date limite pour poser des questions

24/02/2026

Date limite de réponse aux questions par le pouvoir adjudicateur

**Lundi 02/03/2026 à 12h00**

**Date limite de remise des offres**

Coordonnateur du groupement de commandes

***Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence***

Palais de la Bourse

9 La Canebière

CS21856

13221 MARSEILLE Cedex 01

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation .....	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 – Estimation financière pour le groupement.....	4
1.5 - Décomposition de la consultation .....	4
1.6 - Nomenclature .....	4
1.7 - Réalisation de prestations similaires .....	4
1.8 - Renouvellement.....	4
2 - Conditions de la consultation .....	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement .....	4
2.3 - Variantes .....	5
3 - Conditions relatives au contrat.....	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	5
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Contenu du dossier de consultation .....	5
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	6
5.1 - Documents à produire .....	6
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	8
6.1 - Transmission électronique.....	8
6.2 - Transmission sous support papier .....	9
7 - Examen des candidatures et des offres .....	10
7.1 - Sélection des candidatures .....	10
7.2 - Attribution de l'accord-cadre.....	10
7.3 - Suite à donner à la consultation .....	12
8 - Renseignements complémentaires .....	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	12
8.2 - Procédures de recours .....	13

## 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet

La présente consultation concerne **la fourniture d'accès à des contenus de presse numérique et la réalisation de panorama de presse numérique pour les besoins du groupement.**

Cette consultation s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique.

#### Membres du groupement de commande :

- Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence (CCIAMP)
- Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur (CCI NCA)
- Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (CCI Var)
- Chambre de Commerce et d'Industrie de région Provence Alpes Côte d'Azur (CCIR PACA)

Chaque membre du groupement émettra les bons de commande, sur la base des conditions définies dans le présent accord-cadre et devra suivre l'exécution de la prestation.

#### Coordonnateur du groupement de commandes :

Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence (CCIAMP)

Il aura en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre.

#### Lieu(x) d'exécution :

Bouches-du-Rhône (hors circonscription d'Arles), Alpes Maritimes, Var

### 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

### 1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre mono attributaire est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique par membre du groupement :

Membre du groupement	Seuil maximum annuel en € HT
CCI Aix-Marseille-Provence	40 000 € HT
CCI Nice Côte d'Azur	36 000 € HT
CCI du Var	4 000 € HT
CCI de région Provence Alpes Côte d'Azur	12 000 € HT
<b>TOTAL du groupement</b>	<b>92 000 € HT</b>

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

La justification de l'écart entre l'estimation et le montant maximum annuel s'explique par la nécessité d'anticiper des pics ou des évolutions à la hausse (notamment au cours des prochaines élections des CCI en octobre 2027 ou autre événement marquant pour chaque membre du groupement) et ainsi garantir la flexibilité et la continuité des prestations tout en disposant d'une marge de manœuvre pour faire face à ces besoins supplémentaires ou imprévus.

## 1.4 – Estimation financière pour le groupement

Membre du groupement	Estimation annuelle en € HT	Estimation sur la durée totale (4 ans) en € HT
CCI Aix-Marseille-Provence	20 000 € HT	80 000 € HT
CCI Nice Côte d'Azur	18 000 € HT	72 000 € HT
CCI du Var	2 000 € HT	8 000 € HT
CCI de région Provence Alpes Côte d'Azur	6 000 € HT	24 000 € HT
<b>TOTAL du groupement</b>	<b>46 000 € HT</b>	<b>184 000 € HT</b>

## 1.5 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : l'objet du présent contrat ne permet pas d'identifier des prestations dissociables au risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

## 1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
92400000-5	Services d'agences de presse

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Nomenclature	Libellé
7211	Traitement de l'information

## 1.7 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 1.8 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

Tenant compte de la durée maximale du marché (reconductions comprises), un nouvel avis de marché sera publié en décembre 2029.

# 2 - Conditions de la consultation

## 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## 2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas d'une offre présentée par un groupement d'entreprises, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement. En conformité avec les dispositions de l'article R2142-23 du Code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres pour un même marché/lot en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

## 3 - Conditions relatives au contrat

### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Sur fonds propres de la CCIAMP et de chaque membre du groupement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le **règlement de la consultation** (RC)
- L'**acte d'engagement** (AE) et ses annexes
- Le **cahier des clauses administratives particulières** (CCAP)
- Le **cahier des clauses techniques particulières** (CCTP) et ses éventuelles annexes
- Un seul fichier « **Pièce financière** » nommée **BPGF-BPU-DQE** relatif aux éléments financiers comportant 2 onglets :

- Le bordereau de prix global et forfaitaire (BPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU) nommé « BPGF & BPU »
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) nommé « DQE »

*Le BPGF/BPU/DQE est un même document comprenant 2 onglets. Les prix renseignés dans l'onglet BPGF/BPU alimenteront automatiquement les zones du DQE.*

- Le **cadre de réponse technique** (CRT) à compléter, justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat
- Les formulaires DC1 et DC2
- Schéma simplifié de procédure

Les documents sus-cités sont priorisés à l'article 2 du CCAP.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

#### **Pièces de la candidature :**

Les pièces telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

#### **Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :**

Libellés
<b>Déclaration sur l'honneur</b> <sup>1</sup> pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
<b>Formulaire DC1</b> (Lettre de candidature), désignation du mandataire par ses co-traitants) précisant si le candidat se présente seul ou en groupement, la nature du groupement ainsi que l'identité de son mandataire. <b>La remise d'un DC1 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.</b>
<b>Copie du ou des jugements prononcés</b> , si le candidat est en redressement judiciaire
<b>Tout document relatif au pouvoir</b> de la personne habilitée à engager l'entreprise <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Ces documents seront datés, signés électroniquement, par une personne habilitée à engager juridiquement le candidat.

Dans le cas où la personne qui signerait les documents pour le compte du candidat ne serait pas le représentant légal juridiquement habilité à l'engager, elle devra joindre à l'appui de la candidature la preuve de sa capacité à signer le marché, par la production d'une délégation de signature, établie par le représentant légal juridiquement habilité à engager l'entreprise.

En cas d'absence de ce pouvoir ou d'une délégation qui ne serait pas établie en bonne et due forme, l'offre du candidat ne pourra pas être acceptée.

Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans des cas d'exclusion mentionné à l'article L.2141-3, le candidat produit **son numéro unique d'identification (numéro SIREN)** permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R.2143-13.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration du candidat ( <b>formulaire DC2</b> ), document joint au dossier de la consultation. En cas de candidatures groupées, chaque membre du groupement remplit un formulaire DC2 le concernant. Il en est de même pour un sous-traitant déclaré.
Déclaration concernant le <b>chiffre d'affaires global</b> et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours <b>des trois derniers exercices</b> disponibles (sur formulaire DC2) <u>Niveau :</u> Le chiffre d'affaires annuel équivalent à 1,5 fois le montant estimé du marché, sauf justifications liées à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution
<b>Assurance Responsabilité Civile Professionnelle en cours de validité</b>
<b>Relevé d'identité bancaire (RIB)</b>

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration indiquant <b>les effectifs</b> moyens annuels du candidat et <b>l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</b> .
<b>Moyens humains</b> (expérience et qualité des collaborateurs) <b>et techniques</b> (moyens matériels et logiciels) dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat
<b>Liste des principales prestations (références) effectuées au cours des trois dernières années</b> , indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre à produire impérativement :

L'absence de l'une de ces pièces ci-dessous énumérées entraînera l'irrégularité de l'offre.

Libellés	Signature
<b>L'acte d'engagement (AE)</b> et ses annexes	Oui
<b>Le bordereau de prix global et forfaitaire (BPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU)</b>	Oui

<p>nommé « BPGF &amp; BPU »</p> <p><i>Le bordereau de prix ne pourra être en aucun cas modifié par le candidat sous peine de rejet de leur offre.</i></p> <p><i>L'attention du candidat est attirée sur le fait que toutes les lignes du bordereau de prix doivent être impérativement renseignées sous peine d'irrecevabilité de l'offre (y compris pour une valeur nulle)</i></p> <p><i>Le soumissionnaire fournira, dans le cadre de son offre, la pièce financière sous format Excel et PDF (signé).</i></p>	
<p><b>Le détail quantitatif estimatif (DQE)</b></p> <p><i>L'attention du candidat est attirée sur le fait que toutes les lignes du Détail Quantitatif estimatif sont incrémentés à partir des prix du BPGF &amp; BPU.</i></p> <p><i>Le soumissionnaire fournira, dans le cadre de son offre, la pièce financière sous format Excel et PDF (signé).</i></p>	Oui
<p><b>Le cadre de réponse technique (CRT)</b> du pouvoir adjudicateur ou, à défaut, le mémoire technique reprenant intégralement les critères du CRT justifiant des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat</p> <p>Le candidat est invité à utiliser ce document joint au DCE.</p> <p><i>Le candidat indiquera l'intégralité des éléments de réponse aux critères de jugement des offres dans le document prévu à cet effet. Tout renvoi à un autre document doit être strictement identifié.</i></p>	Oui

#### **Signature des pièces de l'offre :**

**Il est préconisé par l'acheteur que les pièces de l'offre** (Acte d'Engagement, pièce financière, Cadre de réponse technique et ses éventuelles annexes) **soient signées dès la remise du pli**, par le représentant légal du soumissionnaire ou tout représentant dûment désigné par lui.

**Toutefois, la signature des pièces de l'offre n'est requise qu'au stade de l'attribution.**

**Par la seule remise d'un pli, l'entreprise confirme son intention de candidater et de soumissionner en réponse à la consultation et s'engage, si elle est désignée attributaire, à signer le marché :** Acte d'Engagement, pièce financière, Cadre de réponse technique et ses annexes, ainsi que tous les documents annexes prévus par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de la consultation.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## **6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### **6.1 - Transmission électronique**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2928522&orgAcronyme=I2m>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Lors de votre dépôt :

- 1. Chaque document ne doit pas dépasser 1Go**
- 2. Privilégiez le dépôt de documents depuis votre poste de travail directement**



3. Pour les réponses comprenant de très nombreuses pièces, privilégiez les dossiers compressés (.zip, .rar, .7zip, ...)

4. Évitez les caractères spéciaux (Exemple : bulle point & " à @ + % ? ç # \$ ' ; \* ù é è ç ..)) dans les noms de vos documents

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

CCIAMP  
Service Marchés  
Palais de la Bourse  
9 La Canebière  
CS21856  
13221 MARSEILLE CEDEX 1

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## **6.2 - Transmission sous support papier**

**La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation.** Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## 7 - Examen des candidatures et des offres

### 7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 7.2 - Attribution de l'accord-cadre

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
<b>C1-Prix des prestations</b> sur la base du montant total du DQE	<b>60 %</b>
<b>C2-Aspects qualitatifs</b> appréciés au regard du cadre de réponse joint à remplir par le candidat avec les sous-critères suivants : ➤ <b>SC1</b> : « <b>Délai de mise à disposition des articles et sujets (éditions locales...) et « Corpus de veille »</b> jugé notamment au vu du point 1 du mémoire technique et pondéré à <b>30 %</b>  ➤ <b>SC2</b> : « <b>Ergonomie, fonctionnalité et assistance technique de l'outil mis à disposition (Navigation, lecture...) »</b> jugé notamment au vu du point 2 du mémoire technique et pondéré à <b>20%</b>  ➤ <b>SC3</b> : « <b>Qualité et pertinence des articles des panoramas livrés appréciées à partir des panoramas issus des tests demandés</b> » jugé notamment au vu du point 3 du mémoire technique et pondéré à <b>35%</b>  ➤ <b>SC4</b> : « <b>Responsabilité Sociétale de l'Entreprise</b> » jugé notamment au vu du point 4 du mémoire technique et pondéré à <b>15%</b>	<b>40 %</b>

## **NOTATION DES OFFRES**

Le classement des offres recevables et le choix des attributaires seront fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessus.

Les offres financières seront appréciées exclusivement sur la base du montant HT du **Détail Quantitatif Estimatif** du soumissionnaire.

Les aspects qualitatifs de l'offre seront appréciés exclusivement sur la base des réponses apportées par le soumissionnaire dans le **Cadre de réponse unique et contractuel** et ses éventuelles annexes.

### **1. Analyse des offres financières - Note N(C1) - 60 points**

La note **N(C1)** sera appréciée **sur 4 points** de la manière suivante :

**N(C1)** =  $2 \times [4 - (2 \times \text{OFF} / \text{MD})]$  avec

**OFF** = montant de l'offre notée

**MD** = montant de l'offre la moins disante jugée recevable

La note N(C1) comportera deux décimales arrondies à la décimale la plus proche, puis sera établie sur 50 points pour tenir compte de la pondération.

### **2. Analyse des aspects qualitatifs de l'offre - Note N(C2) - 40 points**

Les sous-critères de jugement des aspects qualitatifs de l'offre sont notés de manière suivante :

**Note 4** = Très satisfaisante

**Note 3** = Satisfaisante

**Note 2** = Moyenne

**Note 1** = Insuffisante

**Note 0** = Non renseignée

**La note N(C2) sur 4 points sera égale à :**

$N(C2) = [N(SC1) \times 30 \%] + [N(SC2) \times 20 \%] + [N(SC3) \times 35 \%] + [N(SC4) \times 15 \%]$

La note N(C2) comportera deux décimales arrondies à la décimale la plus proche, puis sera établie sur 40 points pour tenir compte de la pondération.

### **3. Notation finale**

**La note finale N(F) sera calculée sur 100** de la manière suivante :

$N(F) = N(C1) + N(C2)$ .

La note N(F) comportera deux décimales arrondies à la décimale la plus proche.

### **4. Cohérence de l'offre**

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées dans les pièces financières contractuelles (BPU et BPGF), prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence.

Pour mémoire, il est rappelé que le DQE n'est pas contractuel : en cas d'erreur de report, de multiplication ou d'addition constatée dans le DQE pour le jugement des offres, c'est le montant rectifié à partir du BPU et du BPGF qui sera pris en considération.

### **5. Classement des soumissionnaires selon leur offre**

Le soumissionnaire qui aura obtenu la note N(F) la plus élevée sera classé en 1ère position et ainsi de suite. Dans le cas où plusieurs soumissionnaires sont classés ex-aequo, la préséance est attribuée au soumissionnaire ayant obtenu la note la plus élevée au critère « prix » (Note C1).

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### 7.3 - Suite à donner à la consultation

#### VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE PRESENTI

Le soumissionnaire pressenti pour être titulaire devra produire la preuve qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner visés par le Code de la commande publique en produisant les documents justificatifs suivants :

##### Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents :

- Attestation de régularité fiscale (de l'année de dépôt de l'offre)
- Attestation de vigilance URSSAF datant de moins de 6 mois
- Déclaration sur l'honneur de non-emploi de travailleurs étrangers datant de moins de 6 mois

OU

- Liste nominative des travailleurs salariés étrangers soumis à autorisation de travail datant de moins de 6 mois (articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail), précisant la nationalité, la date d'embauche et le type et le numéro de l'autorisation de travail.
- Attestation d'assurance RC professionnelle en cours de validité en lien avec le marché
- Relevé d'identité bancaire (RIB)

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le soumissionnaire pressenti pour être titulaire produise les certificats et attestations complémentaires exigés avant la signature du contrat. Le délai imparti pour remettre ces certificats et attestations ne pourra être supérieur à 5 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande émise par l'acheteur.

**Attestations en ligne :** L'acheteur public met à la disposition du soumissionnaire, gratuitement, l'accès à la

plate-forme en ligne 

Le soumissionnaire pressenti pour être titulaire devra déposer ses certificats et attestations sur la plateforme à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

## 8 - Renseignements complémentaires

### 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2928522&orgAcronyme=l2m>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

## 8.2 - Procédures de recours

### **Le tribunal territorialement compétent est :**

Tribunal Administratif de Marseille  
31 rue Jean-François Leca  
13235 MARSEILLE CEDEX 2  
Tél : 04 91 13 48 13  
Télécopie : 04 91 81 13 89  
Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)

### **Instance chargée des procédures de recours :**

Tribunal administratif Marseille  
22-24 rue Breteuil 13281 Marseille Cedex 06  
Renseignements :  
Téléphone greffe : 04.91.13.48.13. – Fax : 04.91.81.13.87

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Introduction des recours :**

#### **Précisions concernant les délais d'introduction des recours :**

- Un recours en référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché par la personne publique. A partir de la signature du marché ce recours n'est plus ouvert. (Application des articles L.551-1 et suivants et R.551-1 et suivants du Code de justice administrative).

- Un recours en référé contractuel peut être introduit conformément aux dispositions de l'article L 551.13 du Code de justice administrative au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat.

En l'absence de la publication d'avis ou de la notification mentionnées à l'alinéa qui précède, la Juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat.

Toutefois ce recours n'est pas ouvert au demandeur ayant fait usage du recours prévu à l'article L. 551-1 dès lors que l'acheteur a respecté la suspension prévue à l'article L. 551-4 et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours.

- Un recours gracieux peut être formé dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision contestée. Ce recours interrompt le cours du délai contentieux qui n'est susceptible que d'une seule prorogation.

- Un recours pour excès de pouvoir peut être introduit dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision ou de l'acte contesté. Pour le concurrent évincé le recours pour excès de pouvoir n'est plus ouvert à compter de la conclusion du contrat (application de l'article R 421-1 du Code de justice administrative)

- Un référé suspension peut être introduit avant la signature du marché contre les actes détachables du contrat (application de l'article L 521-1 du Code de justice administrative).

- Tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles.

Ce recours doit être exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi.

A partir de la conclusion du contrat, ces tiers auxquels ce recours est ouvert ne sont plus recevables à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables. (Conseil d'Etat, ass., 4 avril 2014, « Département de Tarn-et-Garonne », n° 358994).

**Médiation :**

- Mission de conciliation : Le tribunal administratif Marseille peut exercer une mission de conciliation conformément à l'article L.211-4 du Code de Justice Administrative. Tél : 04 91 13 48 13

- Pour les différends liés exclusivement à l'exécution du marché : Comité consultatif interrégional de règlement amiable conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique : Préfecture de région, Bd Paul Peytral, 13282 Marseille Cedex 20, Tél : 0484354000. Adresse Internet : <http://www.paca.pref.gouv.fr>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :  
Tribunal Administratif de Marseille

31 rue Jean-François Leca

13235 MARSEILLE CEDEX 2

Tél : 04 91 13 48 13

Télécopie : 04 91 81 13 89

Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)